



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 2 septembre 2016

**Discours de Manuel VALLS, Premier ministre
lors de son intervention à la semaine des Ambassadeurs**

Paris, jeudi 1^{er} septembre 2016

Messieurs les ministres,
Mesdames, messieurs les parlementaires,
Mesdames, messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, messieurs,

Ce rendez-vous est devenu, au fil des années, un jalon de la rentrée... Et toujours, nous le rappelions avec Jean-Marc AYRAULT, passionnant...

Je vous y retrouve avec plaisir, bien sûr, mais avec gravité.

D'abord, ai-je besoin de le rappeler, parce que le terrorisme a de nouveau frappé la France, à Magnanville, à Nice, à Saint-Etienne-du-Rouvray ; comme il a frappé – ne l'oublions jamais – nombre de nos partenaires.

Avec gravité, aussi, car l'Europe – face aux immenses défis qui l'assaillent – risque, si nous ne faisons rien, de se défaire, de se disloquer, de sortir de l'Histoire.

Avec gravité, enfin, face aux crises en Méditerranée, au Levant, en Afrique – vous l'avez évoqué au cours de ces journées –, qui sollicitent fortement nos armées et notre diplomatie. Je pense en particulier au Gabon – le président de la République et le ministre des Affaires étrangères l'ont rappelé –, où la situation peut devenir périlleuse. La raison, c'est-à-dire la transparence du vote, le respect de la loi électorale et l'apaisement – le chef de l'Etat François HOLLANDE le rappelait –, doivent l'emporter sur la tentation du recours à la violence.

Nous sommes à un moment déterminant de notre Histoire. Un moment où la résilience de notre pays est mise à l'épreuve. Un moment où notre capacité à l'emporter dépendra – dépend déjà – de la faculté de notre Nation à faire bloc, et à coopérer avec nos alliés, en Europe et dans le monde.

Le président de la République l'a rappelé devant vous avant-hier : notre pays est à l'initiative et il continuera à l'être, en s'appuyant notamment sur chacun d'entre vous, sur vous tous qui êtes la voix de la France partout dans le monde.

*

A l'initiative, d'abord, pour mener cette guerre qui nous a été déclarée, une guerre qui nous est menée.

Une guerre mondiale – aucun pays n'est à l'abri – d'une forme nouvelle. Une guerre qui nous oppose à un nouveau totalitarisme, celui de l'islamisme radical, qui a levé ses armées, étendu son emprise, déployé son appareil idéologique, utilisant notamment Internet, qui répand la mort et la terreur de masse. Son but, nous le connaissons, c'est asservir les corps et les esprits, c'est essayer de diviser, de briser, d'écraser nos démocraties.

Je vous l'avais déjà dit il y a un an : la menace terroriste djihadiste est devant nous.

Oui, notre pays doit se préparer à de nouvelles attaques. Ce que nous sommes, notre modèle républicain, nos valeurs, notre attachement à la laïcité – cette singularité bien française qui veut que chacun soit libre de croire ou de ne pas croire –, notre refus des communautarismes, le fait que nous sommes un pays aux origines chrétiennes, que nous comptons la plus vieille communauté juive, que l'islam est la deuxième religion de notre pays, notre engagement au Levant ... tout cela fait de notre pays une cible.

La France doit apprendre à vivre avec cette menace terroriste. Elle est là pour durer. C'est le défi de notre société, c'est le défi de notre génération.

Nous avons, face à nous, un défi considérable, alors que près de 700 djihadistes français ou résidents en France se trouvent actuellement dans des zones de combat en Irak et en Syrie. Leur retour, d'ailleurs, représente une menace supplémentaire pour notre sécurité nationale. Je vous rappelle que 191 Français ou résidents en France y ont trouvé la mort ; que 900, selon nos services, veulent s'y rendre. Ces phénomènes, d'autres pays les connaissent, depuis déjà quatre ans.

Dire tout cela, dire cette vérité que nous devons à nos concitoyens, ce n'est pas s'habituer, ce n'est pas se résigner. C'est se préparer à résister, en développant une nouvelle culture de sécurité.

Notre stratégie contre le terrorisme a toujours été globale. Elle l'est plus que jamais aujourd'hui.

Elle est d'abord militaire, pour combattre les groupes terroristes dans leurs bastions, au Sahel, en Irak et en Syrie. Grâce à nos armées, grâce aux frappes militaires de la coalition, *Daech*, l'Etat islamique, est affaibli – mais le combat sera long !

Cette guerre se livre aussi à nos portes, de l'autre côté de la Méditerranée, en Libye. Et nous continuons, bien sûr, à lutter contre les groupes djihadistes au Sahel !

*

Notre stratégie, c'est agir aussi avec la plus grande détermination sur notre sol – vous l'avez évoqué avec Bernard CAZENEUVE : avec le renforcement des moyens humains et financiers consacrés à la lutte antiterroriste ; avec les lois adoptées depuis 2012 pour adapter notre arsenal juridique à une menace en constante évolution ; avec tous les moyens que nous donne l'état d'urgence – sans renoncer à l'Etat de droit – : perquisitions administratives ou assignations à résidence.

Nous agissons enfin – et c'est sans doute le plus difficile sur le moyen et le long terme, le plus grand défi qui nous est donné – pour lutter contre la radicalisation, pour déjouer les stratégies d'embrigadement, détecter le plus tôt possible les individus susceptibles de basculer. Un seul chiffre, pour comprendre l'étendue du défi : 14 552 signalements actifs pour le fichier des signalés pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste – près de 15 000 personnes !

J'ai présenté en mai dernier un plan d'action complet, avec un volet international et européen auquel j'attache la plus grande importance. Je vous demande d'en faire la présentation – c'est sans doute fait – aux autorités des pays dans lesquels vous servez.

Je vous demande, aussi, de nous faire remonter les initiatives mises en œuvre dans vos pays respectifs. En matière de lutte contre la radicalisation, nous devons développer, là aussi, la coopération, les échanges de bonnes pratiques entre partenaires. Et je crois que vous aviez une discussion avec Gilles de KERCHOVE, le coordinateur européen. C'est souvent avec lui, quand j'étais ministre de l'Intérieur, que nous avons eu l'occasion de faire évoluer nos pratiques dans ce domaine-là. Et c'est d'ailleurs une diplomate, Muriel DOMENACH, que nous avons nommée Secrétaire générale du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de lutte contre la radicalisation – j'y vois, de ce point de vue-là, un signal fort.

Nous agissons, enfin, pour protéger nos communautés françaises et nos emprises à l'étranger, en accordant une attention toute particulière à nos établissements scolaires – Jean-Marc AYRAULT a déjà évoqué ces questions, le président de la République aussi, à l'Elysée, il y a quarante-huit heures. Le ministre des Affaires étrangères m'a proposé au printemps dernier un plan pour renforcer la sécurité de nos implantations. Un effort exceptionnel de 60 millions d'euros supplémentaires sera ainsi inclus dans le budget 2017. Nous avons également décidé la création, dès 2017, d'emplois de sécurité au ministère des Affaires étrangères pour renforcer les équipes des ambassades les plus exposées.

Et les moyens dédiés à la sécurité de la France, à l'étranger comme sur le sol national, seront accrus à chaque fois que nécessaire. Car nous ne transigerons jamais avec la protection de nos compatriotes, ni sur notre sol, ni à l'étranger.

*

La France, par la voix du président de la République, est à l'initiative, également, en Europe. Elle doit l'être – je le rappelais – ; car l'Union européenne est face à son destin.

Elle a connu, au cours de son histoire, beaucoup de crises. Mais une telle accumulation, une telle concomitance – menace terroriste, défi migratoire, impératif de la croissance, choc du Brexit, tensions sur sa frontière est –, est sans doute sans précédent. Les simplismes et la démagogie s'en nourrissent à cœur joie.

Les populismes, que nous voyons prospérer partout en Europe, et en France aussi, sont une menace de plus, une épée de Damoclès pour le continent européen.

D'importantes décisions ont, c'est vrai, été prises ces dernières années. Il faut être juste, également, avec l'Europe et avec le travail de la Commission européenne. Je pense à l'Union bancaire, à la relance de la croissance – avec 15 milliards d'euros d'investissements en France, grâce au plan JUNCKER. Je pense aussi à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, ou à l'accord trouvé en juin pour créer une agence de garde-frontières et de garde-côtes européenne.

Et contrairement à une petite musique que l'on entend – trop souvent, d'ailleurs, dans notre pays –, loin de perdre en influence, la France a le plus souvent été à l'origine de ces décisions. Je pense notamment aux initiatives franco-allemandes, celles de Jean-Marc AYRAULT et de Frank-Walter STEINMEIER, ou de Bernard CAZENEUVE avec Thomas DE MAIZIERE.

Mais ce n'est pas assez. Force est de reconnaître qu'au cours des dernières années, l'Europe a plus réagi qu'agi, plus subi qu'anticipé.

Pire, le projet européen – et chacun le sent bien – ne parle plus aux peuples. Ils ont le sentiment que l'Europe ne maîtrise plus ses frontières, ne protège plus son industrie ; qu'elle a perdu le contrôle, au fond, de son propre destin. Le sentiment que l'Europe ne serait pas tournée vers les Européens, mais vers elle-même, en pilotage automatique, si vous permettez cette expression.

Il faut entendre ce profond malaise des peuples, qui ne se reconnaissent plus dans cette Europe et ne voient pas ce qu'elle leur apporte concrètement.

Ne nous méprenons pas, à cet égard, sur le signal adressé le 23 juin dernier par le peuple britannique. Il y a toujours eu, bien sûr, une singularité du Royaume-Uni, exception insulaire en Europe. Mais ce référendum, qui s'ajoute, dans un autre contexte, à d'autres « non » – au Danemark fin 2014, en Grèce en juin 2015, aux Pays-Bas en mai dernier, sans oublier la France, bien sûr, en 2005 –, dit beaucoup plus. Il dit quelque chose sur l'Europe elle-même, notre manière de la bâtir.

*

L'Europe ne peut pas faire comme si de rien n'était, comme si le Brexit n'était au fond qu'un accident de parcours, qu'une crise de plus. Il n'y a pas de *statu quo* possible quand un peuple souverain décide de claquer la porte. On ne peut pas reprendre les choses comme avant.

Et nous le savons, vous le savez : le chemin sera long, difficile, parfois conflictuel. Mais la France, pays fondateur, avec ses responsabilités propres, avec sa vision, parce qu'elle est aussi attendue, portera cette refondation, avec l'Allemagne. Notre rôle, c'est d'éclairer la voie, de proposer une nouvelle Europe à tous ceux qui le veulent.

Une Europe, d'abord, qui se recentre sur l'essentiel. Le président de la République vous a donné les orientations que la France portera au sommet de Bratislava, à la mi-septembre, auprès de ses partenaires, au service de la sécurité, de la protection, de l'investissement et de la jeunesse – je n'y reviens pas.

Et il faudra aller plus loin. Au-delà de l'Europe des projets, il faut dire quel est notre projet pour l'Europe. Face à l'épuisement des récits fondateurs – la paix, la prospérité, la croissance –, il

faut dire clairement où l'on va, pourquoi nos Nations doivent rester engagées. Et nous ne pouvons plus gérer l'Europe par à-coups, au jour le jour, semaine après semaine, Conseil après Conseil. Il faut réfléchir à ce que nous voulons sur le long terme. Voilà ce que la France veut, et doit proposer aujourd'hui.

Notre message est simple : l'Europe doit permettre à nos souverainetés nationales d'être plus fortes ensemble. Elle est l'échelle à laquelle nous pouvons peser face aux pays-continent ; rester les acteurs de notre propre histoire.

Et pour cela, l'Europe doit se prendre pleinement en main. Se donner toutes les armes pour faire entendre sa voix. Sortir de la naïveté. Nous avons besoin d'une Europe forte, qui n'a pas peur d'elle-même. On parlait souvent, Outre-Atlantique, il y a quelques années – je me rappelle de la formule –, de la « vieille Europe ». J'ai parfois le sentiment que l'Union européenne est, au contraire, encore trop jeune et innocente. Elle doit entrer, désormais, dans la maturité, notamment pour exploiter les opportunités de la mondialisation et nous protéger de ses excès.

L'Europe doit défendre nos intérêts, nos économies, nos salariés, bec et ongles. Tous les pays de la planète le font, et notamment les grands ensembles : l'Amérique, la Chine, l'Inde.

Qu'il s'agisse de la protection de nos usines, de nos entreprises, de notre sidérurgie.

Qu'il s'agisse du partenariat transatlantique commercial : la France, par la voix de Matthias FEKL, a défini, depuis le début, ses exigences, de manière très claire. Or, quand on regarde là où on en est, le compte n'y est absolument pas, et aucun progrès n'a été enregistré. Nous le regrettons, je le regrette, mais je le constate. Le texte sur la table est donc tout simplement inacceptable. Il faut un coup d'arrêt clair pour repartir sur des bases nouvelles, et c'est notre responsabilité de le dire.

Une Europe plus forte, c'est aussi une politique de la concurrence efficace, et qui permette à nos champions du numérique, de la transition énergétique, d'émerger, de s'étendre, de devenir des géants. On ne peut pas faire comme si le monde n'existait pas autour de nous. Les entreprises européennes doivent pouvoir atteindre la taille critique face aux multinationales et plateformes internationales. Nous avons les talents pour cela !

L'Europe, d'une certaine manière, doit faire cet examen de conscience. L'enjeu n'est d'ailleurs pas uniquement économique. Il tient aussi à la protection des données personnelles – qui implique de ne pas dépendre d'acteurs de stockage informatique non-européens. Ou encore à notre engagement pour la transition énergétique, alors que l'Europe importe aujourd'hui plus de la moitié de son énergie...

Une Europe plus forte, c'est ensuite ouvrir à ses entreprises un vivier de compétences à l'échelle du continent, et donc continuer à défendre la libre circulation – à condition qu'aucun *dumping* fiscal et social ne soit toléré. Je pense notamment, bien sûr, au problème du détachement des travailleurs. Si on ne résout pas ce problème, c'est le marché intérieur, cœur de la construction européenne, mais aussi le principe même de la liberté de circulation qui seront en danger.

Bâtir une nouvelle Europe, c'est aussi avoir le courage de regarder les questions que nous avons trop souvent laissées sous le tapis.

Je pense notamment à la question de l'élargissement et des frontières. En ne répondant pas à ces questions, on laisse prospérer ceux qui dénoncent, du matin au soir, une Europe ouverte aux quatre vents. Pire, on accrédite l'idée que l'Europe n'aurait pas de frontières, et donc, au fond, pas d'identité. C'est la force de l'Europe que de dire où son espace commun commence et où il s'arrête. Et c'est aussi la force de l'Europe que de revendiquer des valeurs qui lui sont propres : une culture, une civilisation riche de sa diversité, qui parle, bien sûr, au monde. Soyons-en fiers.

J'ai coutume de dire qu'on a l'Europe que l'on mérite ... A nous d'agir pour une nouvelle Europe, qui change de méthode, même si je sais que c'est difficile.

Une Europe qui cesse de se perdre en procédures, qui cesse de privilégier systématiquement la norme par rapport au projet.

Une Europe qui soit soumise à un contrôle démocratique, pour que l'exigence citoyenne de transparence prévale. C'est un défi considérable.

Une Europe qui pose, enfin, la question de son organisation politique. Qui assume de dire que l'Europe, ce n'est pas la négation des Nations, mais au contraire ce qui nous donne un surcroît de souveraineté, au sein d'une « fédération d'Etats-Nations », pour reprendre la belle formule de Jacques DELORS. Elle doit bénéficier, en retour, des moyens de son action, à chaque fois que c'est nécessaire – ce qui relève de chaque Etat membre.

Ceci pose inévitablement la question d'une Europe différenciée. Faire pour chaque décision le chemin à 28, et même à 27, nous le savons, est très difficile. Pourquoi ne pas commencer à quelques-uns, avec ceux qui sont prêts ? Ce serait, sur certains sujets, le seul moyen d'avancer – je pense aux enjeux de la convergence fiscale et sociale, ou au salaire minimum.

*

Sur tous ces sujets complexes, qui vont demander du temps, beaucoup de débats, la France a des propositions précises, concrètes, opérationnelles, sur lesquelles travaillent Jean-Marc AYRAULT et Harlem DESIR.

Après la construction originelle, après l'élargissement, qui a permis à la géographie de rejoindre l'histoire, nous devons engager un troisième âge de l'aventure européenne : celui de la réinvention.

Sans cela, l'Europe disparaîtra. Et parce que je suis profondément européen, par mes origines comme par mes convictions, je ne m'y résoudrai pas. Je crois, au contraire, qu'il faut faire renaître le désir d'Europe – de cette Europe dont les valeurs sont celles de toutes les démocraties, et qui a cette ambition d'universalité rayonnant bien au-delà de ses frontières.

Et face au populisme qui nous menace, rien ne serait pire que d'avoir l'Europe frileuse, l'Europe honteuse. Il faut avoir, donc, du courage, de l'audace et de l'exigence ... Ils sont au cœur du projet européen. Et la France sera, comme elle l'a toujours été, au rendez-vous, en ayant comme toujours des initiatives, un dialogue constructif, mais clair, avec l'Allemagne.

Mesdames, messieurs les ambassadeurs,

Sur tous ces sujets, vous allez jouer – vous le faites déjà aujourd'hui – un rôle central.

Vous avez fait beaucoup, aussi, en matière de diplomatie économique, sous l'autorité de Laurent FABIUS, puis de Jean-Marc AYRAULT. Il fallait que cesse cette ritournelle du *French bashing* qui nous faisait beaucoup de mal. Et notre image s'est considérablement améliorée.

Je vous demande de continuer à être les promoteurs inlassables d'une France qui se bat pour son influence, qui passe bien évidemment par la promotion de notre belle langue, parlée dans le monde entier, par l'essor de la francophonie – et je sais combien André VALLINI s'y emploie. Une France qui se bat également pour son attractivité, qui se réforme, devient plus compétitive.

Vous le savez : beaucoup d'entreprises s'interrogent, dans le contexte du Brexit, et réfléchissent à relocaliser leurs sièges sociaux, leurs centres de recherche, leurs sites de production sur le continent européen. Dans ce contexte, jouons notre partition – avec *fairplay*, mais jouons-la ! Rappelons nos atouts – ils sont nombreux ! J'ai ainsi annoncé, avec le ministre Michel SAPIN, une extension du régime des impatriés, qui devient le plus favorable d'Europe.

Rappelons, aussi, que la France aujourd'hui n'est pas la France d'il y a quatre ans, entravée par son coût du travail, ses conservatismes, sa réglementation rigide ; les investisseurs étrangers mesurent le chemin parcouru !

Nous avons ainsi fait un effort massif pour redonner de la compétitivité à nos entreprises, réduire leurs charges, leur fiscalité, grâce au CICE puis au Pacte de responsabilité. Elles ont retrouvé leurs marges ; le coût du travail dans l'industrie est désormais moins élevé en France qu'en Allemagne.

Nous avons, aussi, réformé notre marché du travail. La loi portée par Myriam EL KHOMRI, promulguée cet été, est un changement, et même une révolution, qui va donner plus de marges de manœuvre aux entreprises, grâce au dialogue social, à la primauté des accords d'entreprise. C'est plus de souplesse, plus de réactivité, sans remettre en cause notre modèle social.

Nous agissons, aussi, pour simplifier, pour encourager l'innovation, pour stimuler l'investissement, avec un dispositif fiscal exceptionnel.

Ces réformes portent leurs fruits : les résultats sur le front de l'emploi montrent que nous avons fait les bons choix, que nous avons eu raison de maintenir le cap fixé. Il faut maintenir cet effort de long terme, donner cette visibilité aux entreprises pour créer, à nouveau, un climat de confiance.

Nous engageons ainsi, l'an prochain, la baisse de l'impôt sur les sociétés. Il est porté, pour les PME, de 33 % à 28 % sur une partie de leurs bénéfices. Le CICE continue également à monter en puissance.

Et cela, sans transiger sur la réduction de notre déficit public – qui est passé de 5,1 % en 2011 à 3,6 % en 2015. Il sera, en 2017, au-deçà de 3 %. C'est le fruit des efforts du gouvernement de Jean-Marc AYRAULT, de celui que je conduis, pour que la France préserve sa pleine souveraineté financière.

Une économie française plus attractive, ce sont aussi, mesdames et messieurs, des métropoles, des régions plus dynamiques, offrant plus d'opportunités, d'infrastructures – c'est ce thème de la diplomatie et des territoires que vous avez choisi, d'ailleurs, pour votre rencontre.

Nous avons conduit une réforme territoriale ambitieuse, qui a vu la naissance de 13 grandes régions, aux compétences renforcées en matière de développement économique et d'emploi. Elles seront des forces d'impulsion, des forces d'entraînement.

Dès le 1^{er} janvier prochain, chacune de ces régions comptera *a minima* une métropole – c'est un facteur d'attractivité pour nos territoires, qui seront ainsi mieux identifiés. Ces métropoles, laboratoires d'innovation urbaine, carrefours de mobilité, creusets universitaires, centres de décisions, doivent être la vitrine de l'excellence française. Nous leur donnerons tous les outils pour rayonner à l'échelle européenne et mondiale.

*

Nous avons – et vous l'avez évoqué –, enfin, pris à bras-le-corps le dossier du tourisme. Vous en êtes les acteurs impliqués.

Soyons lucides : vous l'avez rappelé, les attentats, l'image véhiculée aussi par les grèves, les manifestations du printemps dernier, ont ruiné une partie des efforts entrepris. Les derniers chiffres de la fréquentation touristique l'ont confirmé.

Il faut donc – dans un contexte de concurrence croissante – reprendre l'ouvrage, reconquérir, sans attendre, le terrain perdu. Le ministre des Affaires étrangères l'a rappelé à plusieurs reprises au cours de ces derniers jours.

Je réunirai d'ailleurs prochainement un Comité interministériel qui arrêtera de nouvelles mesures de relance de l'activité touristique ; Jean-Marc AYRAULT et Matthias FEKL les préparent en ce moment. Et je vous demande dès maintenant de multiplier les initiatives dans vos pays de résidence pour convaincre les touristes étrangers de reprendre le chemin de la France.

Promouvoir la France, c'est aussi démontrer notre capacité à accueillir de grands événements.

Avec l'Euro 2016, notre pays en a fait la preuve éclatante, malgré les difficultés, malgré le contexte. Et nous portons, avec le mouvement sportif, la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 2024. Là aussi, nous avons besoin de votre mobilisation : une telle candidature doit être celle de la Nation tout entière, y compris de ses représentants, de sa communauté française à l'étranger, qui fait tant pour faire connaître nos atouts.

Nous préparons aussi très activement les conditions d'une candidature de la France pour l'Exposition universelle de 2025. Pascal LAMY, que je salue, mène ce travail avec l'ensemble des parties prenantes : les collectivités locales – ville de Paris, Région, Grand Paris, collectivités de la Seine-Saint-Denis –, les entreprises, l'association « Expofrance » dirigée par Jean-Christophe FROMANTIN, pour proposer un projet rassembleur. J'espère qu'il aboutira dans les prochains jours.

Ce sont là deux grands rendez-vous, qui permettront de mettre en avant les savoir-faire français. Deux batailles diplomatiques que vous devrez mener ; car il y a, dans un cas comme

dans l'autre, 180 Etats à convaincre que la France et Paris ont les meilleurs atouts. J'en suis, nous en sommes convaincus !

Mesdames, messieurs les ambassadeurs,

Face à chacun de ces défis considérables, la France est à l'initiative. Forte de ses atouts, de son rang de 5^{ème} économie mondiale. Forte de sa culture, bien sûr – qu'il faut promouvoir –, de sa langue – je le rappelais –, de sa création. Forte, aussi, de ses armées et de sa diplomatie.

Ce qui nous anime, c'est une même fierté, une même passion, un même amour de la France.

Et cette fierté, cette passion, cet amour de notre pays – dont je vous ai déjà parlé, ici même, il y a un an –, vous les incarnez chaque jour. C'est l'extraordinaire mission qui vous a été confiée, l'une des plus enthousiasmantes aujourd'hui, dans le monde tel qu'il est, avec ses dangers et ses déséquilibres.

Portez haut, donc, les couleurs de la France, partout dans le monde ; faites vivre le message universel de notre pays ; mobilisez nos compatriotes qui vivent à l'étranger – et je salue leurs représentants ici présents !

En dans ans à Matignon, j'ai effectué une quarantaine de déplacements européens et internationaux ... Probablement davantage – je ne suis dans aucune compétition – qu'aucun de mes prédécesseurs. Cher Jean-Marc, on y prend goût, et à la place qui est la vôtre, vous le sentez bien.

A chacune de ces visites, j'ai pu apprécier la qualité et la sûreté de vos analyses, mesdames et messieurs les ambassadeurs ; j'ai pu mesurer combien notre pays est bien représenté par ces femmes et ces hommes qui font chaque jour – avec leurs équipes – la preuve de leur professionnalisme et de leur engagement, de leur volonté de défendre nos intérêts.

Voilà ce que je voulais vous dire ce soir, en vous remerciant, avec chaleur, gratitude et amitié.

A tous, bonne fin de semaine des ambassadeurs ; bon retour dans vos pays respectifs ! Merci !